



Procédure : DSP25000001

REGLEMENT DE LA CONSULTATION RELATIF AUX CANDIDATURES (DCE CANDIDATURES)

Autorité Concédante

Collectivité européenne d'Alsace

Adresse : Place du Quartier Blanc 67000 STRASBOURG

Direction opérationnelle / Service acheteur : Direction des Routes, des infrastructures et des mobilités / Service Gestion Domaine et finances

Objet de la Consultation

**Concession de service public relative à l'aménagement et
à l'exploitation de deux parkings sécurisés pour poids
lourds sur l'aire de l'abbatiale d'Ottmarsheim (A36)**

Date limite de remise des candidatures

Date : le 06/06/2025

Heure : 12:00

Candidatures à déposer exclusivement par voie dématérialisée sur la plateforme :

Règlement de la consultation

[Alsace Marchés Publics](#)

SOMMAIRE

1 - Objet de la concession

1.1 – Contexte général de la consultation et objet de la concession

1.2 – Décomposition en tranche et en lot

1.3 – Durée de la concession

2 – Conditions de la consultation

2.1 – Procédure de passation

2.2 – Calendrier prévisionnel

2.3 – Dossier de consultation

2.4 – Dispositions relatives aux groupements

2.5 – Variantes

2.6 – Prestations supplémentaires éventuelles

2.7 – Modification de détail au dossier de consultation

3– Retrait du dossier de consultation

4– Présentation des candidatures

5– Examen des candidatures

5.1 – Examen des candidatures

5.2 – Informations des candidats

5.3 – Frais

5.4 - Abandon de la procédure

6– Conditions d'envoi et de remise des candidatures

6.1 – Renseignements complémentaires

6.2 – Instance chargée des procédures de recours

Règlement de la consultation

1 - Objet de la concession

1.1 – Contexte général de la consultation et objet de la concession

La Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace a approuvé, par délibération du 24 mars 2025 le principe de concéder l'aménagement, l'exploitation et la gestion (entretien et maintenance) du Site d'accueil routier d'Ottmarsheim sous la forme d'une délégation de service public, pour une durée de 20 ans, en application des articles L.1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales.

La présente consultation a pour objet de mener une procédure en vue de désigner le futur délégataire et conclure avec lui une concession de service public telle que définie à l'article L. 1121-3 du Code de la commande publique. Cette concession sera préparée, passée et exécutée conformément à la troisième partie du Code général des collectivités territoriales et aux dispositions de la troisième partie du Code de la commande publique relatives aux concessions.

La concession a pour objet l'aménagement, l'exploitation et la gestion (entretien et maintenance) de l'aire de l'Abbatiale d'Ottmarsheim ci-après « le Site », situé sur l'autoroute A36, et intégrera pour chaque Secteur Nord et Sud, un parking de stationnement sécurisé payant pour poids lourds et une aire de repos publique gratuite comprenant, d'une part, la création des infrastructures (nouvelles voiries internes des deux secteurs, parkings, réseaux), des bâtiments (édification des nouveaux bâtis) et des équipements et, d'autre part, leur exploitation, leur entretien et leur maintenance pour assurer le service public. Les parkings sécurisés intégreront la possibilité d'accueillir des transports de matières dangereuses et leur accès sera réservé. La situation, la superficie d'environ 9 hectares, et la configuration des terrains d'assiette de la concession sont définies par les plans figurant dans en annexe au projet de contrat.

Le Concessionnaire sera chargé d'entreprendre une opération de restructuration du Site, que les parties considèrent, dans son ensemble, comme affecté à un service public, avec toutes les conséquences qui s'attachent à cette qualification. Le Concessionnaire s'oblige à intégrer, dans tous ses choix d'investissement et de gestion des services concédés, les besoins des usagers de la route et les objectifs d'intérêt général en matière de sécurité routière et d'efficacité du trafic.

Au titre de l'exploitation du service, le Concessionnaire devra supporter l'ensemble des charges de fonctionnement liées au service concédé. Il devra également réaliser les investissements nécessaires au bon fonctionnement du service.

Le présent règlement de consultation vise à préciser l'objet de la consultation ainsi que de définir et d'organiser les modalités de remise des candidatures.

La nature et le détail des prestations concédées et les obligations du Concessionnaire seront complétés dans les pièces du DCE « offre ». Les candidats admis à présenter une offre recevront une invitation à concourir.

1.2 – Décomposition en tranche et en lot

Sans objet.

1.3 – Durée de la concession

Conformément aux dispositions de l'article L.3114-7 du Code de la commande publique, la durée de la concession est déterminée en fonction de la nature et du montant des prestations ou des investissements demandés au Concessionnaire.

La concession objet du présent contrat est d'une durée de 20 ans comptée à partir du jour d'entrée du Concessionnaire sur le site, dument constaté par procès-verbal de remise.

Le contrat prend effet à compter de sa notification au titulaire et pour toute la durée de la Concession

Règlement de la consultation

définie à l'alinéa précédent.

La période prévisionnelle d'entrée du Concessionnaire sur le site est le 2eme trimestre 2026.

1.4 – Valeur estimée de la concession

La valeur estimée de la délégation correspond à une estimation du chiffre d'affaires total hors taxes du Concessionnaire pendant la durée du contrat. Elle a été calculée selon les modalités prévues à l'article R. 3121-2 du code de la Commande Publique.

Ainsi, la valeur estimée du contrat est évaluée à 47 millions d'euros Hors Taxes sur toute la durée du contrat, en valeur au 2eme trimestre 2026, période prévisionnelle d'entrée du concessionnaire sur le site.

Il est précisé qu'il ne s'agit que d'une estimation compte tenu des gains de productivité possibles et des hypothèses prises par le Concessionnaire pour les différents paramètres économiques intervenant dans le chiffrage de la valeur estimée de la concession.

2 – Conditions de la consultation

2.1 – Procédure de passation

La présente consultation est lancée en application de la troisième partie du Code de la commande publique relative aux contrats de concession et des articles L.1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales, avec publicité et mise en concurrence préalables et suivant la procédure « restreinte » avec remise préalable des candidatures sur la plateforme de dématérialisation, conformément aux modalités fixées dans le présent règlement de la consultation relatif aux candidatures.

2.2 – Calendrier prévisionnel

6 juin 2025	Remise des candidatures
Fin juin 2025	Sélection des candidats admis à présenter une offre
octobre 2025	Remise des offres
Novembre 2025	Sélection des soumissionnaires admis à participer à la négociation
Janvier-Février 2026	Réunions de négociations
Mars 2026	Envoi du dossier de demande des offres finales
Mai 2026	Remise des offres finales
4eme trimestre 2026	Date prévisionnelle d'entrée du concessionnaire sur le site

2.3 – Dossier de consultation

Le dossier de consultation est constitué par :

- Le présent règlement de consultation
- L'avis de concession consultable au JOUE, au BOAMP et au Moniteur

Règlement de la consultation

- Le formulaire DC1
- Les éléments à caractère informatif nécessaires à la compréhension du dossier :
 - E1_Une note de présentation du site,
 - E2_Le projet de contrat qui pourra faire l'objet de modifications non substantielles par l'autorité concédante (A noter que les annexes : Annexe 1-Inventaire, Annexe 2-Plan masse actualisé, après réalisation des travaux de bretelles, de chaque secteur au format DWG et PDF, Annexe 3-cadre financier, Annexe 4-Planning des Travaux, Annexe 6-Procès-verbal de réception des travaux et Annexe 7-Mémoire technique seront produites ultérieurement). **Il est porté à l'attention des candidats qu'à ce stade de la procédure, le projet de contrat n'est pas à compléter et à retourner à la Collectivité. Cette étape sera demandée lors de la remise des offres.**
 - E3_Une vue en plan du Site et des travaux de bretelles projetés au format DWG et PDF
 - E4_Un plan masse des réseaux au format PDF
 - E5_Un Pré-Diagnostic faune flore
 - E6_Un Diagnostic des réseaux d'assainissement

Il appartiendra aux candidats de vérifier qu'ils sont en possession de tous ces documents, et que ceux-ci sont complets. Si tel n'était pas le cas, il leur reviendrait de prendre contact avec les services de l'autorité concédante pour que les éléments manquants leur soient transmis ou pour éventuellement un complément d'information.

2.4 – Dispositions relatives aux groupements

La concession de service public pourra être attribuée à une seule entreprise ou à un groupement d'entreprises.

Toutefois, nul opérateur économique ne peut participer à la présente consultation à travers plusieurs groupements candidats.

En cas de groupement, aucune forme ne sera imposée par l'autorité concédante aux candidats pour la remise des offres.

Cependant, l'autorité concédante pourra, conformément à l'article R.3123-10 du Code de la commande publique, imposer après l'attribution du contrat de concession, dans la mesure où cela est nécessaire à sa bonne exécution, le groupement solidaire.

En cas de groupement, les membres du groupement devront désigner un mandataire qui sera l'interlocuteur unique de l'autorité concédante, le mandataire devra être habilité à signer pour le compte du groupement.

Les candidats ne sont pas autorisés à soumissionner en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

2.5 – Variantes

Aucune variante n'est prévue, ni autorisée.

2.6 – Prestations supplémentaires éventuelles

Il n'est pas prévu de prestations supplémentaires éventuelles

2.7 – Modification de détail au dossier de consultation

L'autorité concédante se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des candidatures, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Règlement de la consultation

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3- Retrait du dossier de consultation

L'autorité concédante informe les candidats que le dossier de consultation des entreprises (DCE) est dématérialisé.

Le DCE peut être consulté et téléchargé gratuitement à l'adresse suivante : <http://www.alsacemarchespublics.eu>

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par l'autorité concédante, les opérateurs économiques devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard *.zip (lisibles par Winzip, Quickzip)
- Adobe® Acrobat® *.pdf (lisibles par le logiciel Adobe Reader)
- *.doc ou *.xls version 2000-2003 (lisibles par Microsoft Office ou OpenOffice)
- Rich Text Format *.rtf
- Le cas échéant le format DWF (lisibles par les logiciels Autocad, ou des visionneuses telles que Autodesk DWF viewer, ...).

Lors du téléchargement du DCE, il est recommandé au candidat de créer un compte sur la plateforme de dématérialisation où il renseignera notamment le nom de l'organisme soumissionnaire, et une adresse électronique. Ainsi, la Collectivité européenne d'Alsace pourra le tenir informé des modifications éventuelles intervenant en cours d'une procédure (ajout d'une pièce au DCE, envoi d'une liste de réponses aux questions reçues, ...).

Le candidat est informé que seul l'exemplaire du DCE détenu par l'acheteur fait foi.

4- Présentation des candidatures

Les candidatures doivent être remises par voie électronique au plus tard aux date et heure figurant en page de garde du présent règlement de la consultation. Tout fichier parvenu après ces date et heure limites ne sera pas ouvert.

Les candidatures seront rédigées entièrement en langue française ou les candidats devront joindre une traduction en français aux documents qu'ils ont remis rédigés dans une autre langue (loi n°94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française et conformément à l'article R. 3122-18 du Code de la commande publique).

Il est porté à l'attention des candidats qu'à ce stade de la procédure, le projet de contrat n'est pas à compléter et à retourner à la Collectivité. Cette étape sera demandée lors de la remise des offres.

Le dossier de candidature est ainsi composé :

- a. Candidatures hors DUME

- **Pièces relatives à l'habilitation à exercer l'activité professionnelle**

Le Candidat fournira :

- 1° Une note de présentation générale de la société ou du groupement de sociétés ; en cas de groupement, devront être clairement précisés : l'identité, le rôle et la complémentarité de chacun des membres du groupement dans le cadre de la concession.

Règlement de la consultation

2° Une lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses cotraitants (le candidat pourra utiliser le formulaire DC1 tel que joint au DCE, ou équivalent);

3° Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat ;

4° Les pièces définies au titre de la candidature par les articles R. 3123-16 à 19 du Code de la commande publique (à fournir par chaque membre du groupement, le cas échéant) :

- Une déclaration sur l'honneur attestant :
 - Qu'il ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévue aux articles L. 3123-1 à L. 3123-14 du code de la commande publique
 - Que les renseignements et documents relatifs à ses capacités et à ses aptitudes, exigés en application des articles L. 3123-18, L. 3123-19 et L. 3123-21 du code de la commande et dans les conditions fixées aux articles R. 3123-1 à R. 3123-8 du même code, sont exacts.
- Un certificat délivré par les administrations et organismes compétents justifiant que le candidat a satisfait aux obligations prévues à l'article L. 3123-2 du Code de la commande publique.
- Pour les personnes assujetties (articles L.5212-1 du Code du travail) à l'obligation définie aux articles L.5212-2, L.5212-3 et L.5212-4 du Code du travail (obligation d'employer des travailleurs handicapés ou en difficulté) :
 - Une déclaration sur l'obligation, dument datée et signée, indiquant que le candidat a souscrit à la déclaration visée à l'article L.5212-5 du Code du travail ou qu'il a versé la contribution visée à l'article L.5212-9 de ce même code
 - Ou un certificat attestant de la régularité de la situation du candidat au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés.
- **Pièces relatives à la capacité économique et financière :**

Afin d'apprécier ses capacités et garanties financières à assurer les missions correspondant à l'objet de la Concession, le candidat fournira :

1° Un mémoire sur la capacité financière indiquant la capacité de financement du candidat ou de chaque membre du groupement ;

2° Les chiffres d'affaires du candidat ou de chaque membre du groupement des 3 dernières années, les bilans ou extraits de bilan aux normes IFRS, concernant les trois derniers exercices clos, de chaque candidat ou de chaque membre du groupement candidat pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi ;

Règlement de la consultation

Niveau minimal de capacité demandé par l'autorité concédante : Chiffre d'affaire minimal sur les 3 dernières années : 5,75 millions d'euros de chiffres d'affaires hors taxes par année d'exercice.

3° La part du chiffre d'affaires concernant les services et travaux objets de la présente concession ;

4° L'attestation d'assurance des risques professionnels ;

Si, pour une raison justifiée, l'un de ces éléments n'est pas disponible, la capacité économique et financière pourra être prouvée par tout autre moyen approprié.

- **Pièces relatives à la capacité technique et professionnelle :**

Le Candidat fournira :

1° Un mémoire sur la capacité technique et les références en matière de conception, réalisation et exploitation de parkings sécurisés

Niveau minimal de capacité demandé par l'autorité concédante :

Une (1) référence significative en matière de conception, réalisation et exploitation d'une aire de stationnement sûre et sécurisée, répondant à l'une des conditions suivantes :

- Une aire de stationnement certifiée conforme au niveau "bronze" ou à un niveau supérieur, selon les normes établies par le règlement délégué (UE) 2022/1012 de la Commission du 7 avril 2022 complétant le règlement (CE) n° 561/2006 du Parlement européen et du Conseil.
- À défaut de certification, une aire de stationnement présentant des caractéristiques équivalentes aux normes susmentionnées : Le candidat devra démontrer que l'aire de stationnement de référence satisfait aux critères de niveau de service et de sécurité définis dans l'annexe I du règlement délégué (UE) 2022/1012, notamment en ce qui concerne :

a) Le niveau minimal de service tel que décrit dans le tableau 1 de l'annexe I1.

b) Les équipements et procédures pleinement opérationnels correspondant au niveau de sécurité revendiqué, conformément au tableau 2 de l'annexe I.

L'autorité concédante se réserve le droit de vérifier l'équivalence des caractéristiques présentées avec les exigences du règlement délégué (UE) 2022/1012, notamment en ce qui concerne les procédures de sécurité, la formation du personnel et les systèmes de vidéosurveillance.

Règlement de la consultation

- 2° Un dossier de références illustré du candidat dans le domaine des prestations objet de la présente concession, complété éventuellement par les dossiers de références des tiers ou prestataires associés ;
- 3° Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- 4° L'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle de la concession objet du présent Règlement de consultation.

Si, pour une raison justifiée, l'un de ces éléments n'est pas disponible, la capacité technique et professionnelle pourra être prouvée par tout autre moyen approprié.

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre opérateur économique quel qu'il soit (sous-concessionnaire pressenti notamment), il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées au présent article ci-dessus. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pendant toute l'exécution de la concession par un engagement écrit de l'intervenant.

b. Dispositif DUME

La Consultation est éligible au dispositif DUME (Document Unique de Marché Européen). En déposant une candidature par ce dispositif, les Candidats ont la possibilité de compléter le DUME sur la plateforme Alsace Marchés Publics. Le DUME pré-rempli sur la base du numéro SIRET permet de :

- Bénéficier d'une reprise des données d'identité de l'entreprise ;
- D'attester du respect des obligations sociales et fiscales. Une requête automatisée auprès des différentes administrations (INSEE, DGFIP, ACOSS, infogreffe, etc.) lancée en mode sécurisé par le profil d'acheteur permettra de récapituler l'ensemble des attestations requises que l'entreprise pourra corriger le cas échéant en cas d'obsolescence notamment ;
- D'attester de la souscription des assurances appropriées, de ne pas être dans l'un des cas interdisant de soumissionner, du pouvoir d'engager la société ;

De saisir ses effectifs, ses chiffres d'affaires globaux et liés à l'objet de la concession sur les trois derniers exercices, si la situation juridique le permet (le formulaire est adapté pour que les sociétés récentes n'aient pas à renseigner tous les exercices). Pour déposer un pli, les Candidats doivent :

- Accéder à la consultation et cliquer sur l'onglet " Dépôts " ;
- Renseigner le DUME en ligne ou fournir le DUME en pièce libre au format .xml ;

Joindre les documents complémentaires relatifs à la candidature ; Après avoir accepté les conditions d'utilisation, cliquer sur " Valider ".

5- Examen des candidatures

Règlement de la consultation

5.1 – Procédure d'examen des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, l'autorité concédante qui constate que manquent des pièces ou informations obligatoires, peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié, conformément à l'article R. 3123-20 du Code de la commande publique

Conformément aux dispositions de l'art. R. 3123-21 du Code de la commande publique, ne sont pas admis à participer à la suite de la procédure de passation du contrat de concession :

- Les candidats qui produisent une candidature incomplète, le cas échéant après mise en œuvre de la demande de complément ou contenant de faux renseignements ou documents ;
- Les candidats qui produisent une candidature irrecevable.

La commission mentionnée à l'article L. 1411-5 du Code général des collectivités territoriales dressera la liste des candidats admis à présenter une offre après examen des garanties professionnelles et financières, du respect de l'obligation prévue aux articles L. 5212-1 et suivant du Code du travail et de l'aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant ce service.

5.2 – Informations des candidats

La collectivité informera chaque candidat de la suite qu'elle réservera à sa candidature.

5.3 – Frais

Aucune indemnité et aucun remboursement ne sera alloué aux candidats au titre des dépenses de déplacement, des frais d'étude et d'élaboration des candidatures ou à quelque titre que ce soit, quelle que soit la suite donnée à leur proposition ou à la procédure. Les candidats renoncent expressément, et par avance, à toute demande de dédommagement.

5.4 - Abandon de la procédure

La Collectivité européenne d'Alsace informe les candidats qu'elle se réserve le droit de mettre fin à la consultation, à tout moment de la procédure, pour tout motif d'intérêt général. Dans cette éventualité, aucune indemnisation ne pourra être allouée aux candidats.

6– Conditions d'envoi et de remise des candidatures

La Collectivité européenne d'Alsace préconise, pour les documents nécessitant une signature électronique, **le format PDF pour les documents** et **le format PADES pour la signature électronique**.

La transmission des documents par voie électronique est imposée. Elle se fait à l'adresse suivante : <http://www.alsacemarchespublics.eu>

Il est interdit de transmettre des plis via un autre moyen électronique (courriel, plateforme de téléchargement...), le cas échéant, les plis seront détruits. De même, la transmission des plis au format papier est interdite, hormis pour les copies de sauvegarde.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+02:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Règlement de la consultation

Se préparer à l'avance :

Nécessité de certificat numérique - Configuration à l'avance du poste de travail - recommandation de se préparer avec la Consultation de test.

En cas de réponse électronique, la signature électronique de certaines pièces est requise.

Le soumissionnaire doit avoir au préalable fait l'acquisition d'un certificat électronique. Obtenir un certificat électronique prend plusieurs jours, voire plusieurs semaines. Si le soumissionnaire ne possède pas de certificat électronique valable dans le cadre de la réponse à un marché dématérialisé, il est impératif qu'il en fasse la demande en avance.

Il est également fortement recommandé au soumissionnaire de prendre ses dispositions de manière à ce que sa réponse électronique soit déposée dans les délais impartis. Un test de configuration du poste de travail ainsi que des consultations de test sont mis à sa disposition sur la plateforme.

Formats de fichiers acceptés :

En cas de transmission de réponse par voie électronique, les documents fournis doivent être dans l'un des formats suivants, sous peine d'irrecevabilité de la candidature :

- Format bureautique propriétaire de Microsoft compatible version 2003 (.doc, .xls et .ppt),
- Format texte universel (.rtf),
- Format PDF (.pdf),
- Formats images (.gif, .jpg et .png),
- Format pour les plans (.dxf et .dwg).

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Copie de sauvegarde :

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom, clé USB) ou sur support papier. Cette copie est transmise à l'adresse ci-dessous, sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : « copie de sauvegarde », l'identification de la procédure concernée et les coordonnées de l'entreprise.

Adresse :

Collectivité européenne d'Alsace

DACP / Service Achats

Guichet Unique de Réception des Plis

100 Avenue d'Alsace – BP 20351

68006 COLMAR cedex

Horaires d'ouverture en cas de remise directe : du lundi au vendredi de 9h00 à 11h30 et de 13h30 à 16h30. Dans le cas d'un maintien d'état d'urgence sanitaire à la date de dépôt des candidatures, les candidats seront informés en amont de la procédure pour déposer les candidatures.

Règlement de la consultation

Les documents de la copie de sauvegarde doivent être signés (pour les documents dont la signature est obligatoire). Si le support physique choisi est le support papier, la signature est manuscrite. Si le support physique choisi est électronique, la signature est électronique.

Cette copie de sauvegarde pourra être ouverte dans les cas décrits dans l'arrêté du 22 mars 2019 modifié par l'arrêté du 14 avril 2023 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Les plis contenant la copie de sauvegarde, non ouverts, seront détruits à l'issue de la procédure.

6.1 – Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires relatifs à cette consultation, les candidats devront faire parvenir en temps utile leur demande de manière électronique, exclusivement sur la plateforme de dématérialisation, sur l'URL suivante : <http://www.alsacemarchespublics.eu>

Seules les demandes adressées au moins 15 jours calendaires avant la date limite de réception des candidatures feront l'objet d'une réponse de la part de l'autorité concédante.

Une réponse sera adressée au plus tard 10 jours calendaires avant la date fixée pour la réception des candidatures aux candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sur la plateforme de dématérialisation après s'être préalablement identifiés.

Concernant les informations relatives à la remise des candidatures, il convient de se reporter à l'article *Conditions d'envoi et de remise des candidatures* du présent document.

6.2 – Procédures de recours

La décision d'attribution peut faire l'objet d'un recours gracieux adressé au Président de la Collectivité européenne d'Alsace dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision attaquée

Elle peut également faire l'objet des recours suivants devant le Tribunal administratif de Strasbourg, dans les conditions prévues par les textes et la jurisprudence :

- Référé précontractuel jusqu'à la date de signature de la Concession par la personne publique (articles L551-1 et R.551-1 et suivants du Code de justice administrative).
- Référé contractuel dans les 31 jours suivant la publication de l'avis d'attribution au JOUE ou de la notification de la conclusion du contrat, ou, en l'absence de publication d'un tel avis ou de la notification précitée, dans les 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat (articles L551-13 et R 551-7 et suivants du Code de justice administrative).
- Recours pour excès de pouvoir (en cas de contestation des clauses réglementaires du contrat) dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de la notification de la décision ou de l'acte attaqué en procédure formalisée (article R.421-1 du Code de justice administrative).
- Recours de pleine juridiction ouvert à tout candidat évincé dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.

Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être retenus sur l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Strasbourg

31, avenue de la Paix - BP 51038 67070 Strasbourg Cedex

Mail : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr

URL : <http://strasbourg.tribunal-administratif.fr>

Tél. : 03.88.21.23.23

Règlement de la consultation

Vous avez la possibilité de déposer votre requête :

- Soit en mains propres à l'accueil de la juridiction ;
- Soit par voie postale à l'adresse indiquée plus haut ;
- Soit par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyens (la procédure est détaillée sur le site internet dédié <https://www.telerecours.fr/particuliers-personnes-droit-prive/>) ».